



ERIC DE KEULENEER

Professeur à la Solvay Brussels
School of Economics (ULB)

FISCALITÉ

Une taxe sur les carburants fossiles pour relancer l'économie

Notre sécurité sociale est d'excellente qualité mais son financement repose largement sur les contributions apportées par les travailleurs et les employeurs. Cela rend le coût du travail très élevé en Belgique, sans que le salaire net des travailleurs ne soit particulièrement élevé. Cela engendre aussi des problèmes pour la compétitivité des entreprises et pour l'emploi en général, en particulier l'emploi avec contrat belge «normal».

Des alternatives existent, qui permettent de maintenir et même consolider notre sécurité sociale tout en réduisant cet écart entre salaire brut et salaire net. Il s'agit des «financements alternatifs de la sécurité sociale». Parmi eux, on a déjà évoqué une meilleure taxation des revenus du capital (voire même du capital lui-même) ainsi qu'un transfert vers une fiscalité indirecte. Si l'on veut que ceci porte sur des montants significatifs (plusieurs milliards d'euros annuels), la part de la fiscalité indirecte devrait être importante.

Lutter contre la déflation

Dans cette fiscalité indirecte, la fiscalité environnementale pourrait jouer un rôle important et permettrait d'atteindre différents objectifs. Accroître la taxation sur les carburants fossiles via des accises sur les carburants permettrait de rassembler annuellement plusieurs milliards d'euros.

Un scénario possible même s'il se limite aux consommateurs particuliers. Cela éviterait d'accroître les problèmes de compétitivité des entreprises et concentrerait la mesure sur la catégorie d'utilisateurs qui a le moins réduit sa consommation d'énergie fossile ces dernières décennies. Les subsides qui encouragent certaines consommations d'énergie (voitures de société, taxation réduite du diesel, etc.) devraient aussi être supprimés, car peu justifiés.

Cette nouvelle fiscalité permettrait de réduire la taxation sur le travail (tant les contributions des travailleurs que celles des entre-

prises), d'encourager les économies d'énergie et de stimuler les investissements dans l'isolation, les énergies propres, les transports en commun, etc. Tout cela sans peser sur le budget de l'Etat ni des citoyens raisonnablement consommateurs d'énergie. Cela aurait un impact bénéfique sur l'emploi en Belgique — et encore plus sur l'emploi salarié. En outre, réduire les incitants à l'utilisation de la voiture individuelle réduirait les problèmes de mobilité. Enfin, cette augmentation de la fiscalité sur l'énergie, si elle est significative, permettrait de relancer un certain degré d'inflation et donc de combattre la déflation qui menace nos économies.

Idéalement, une telle taxation des carburants devrait se faire au niveau européen pour éviter les arbitrages frontaliers. En outre, tous les pays européens pourraient y trouver le moyen de résoudre en partie leurs problèmes budgétaires et de stabiliser le financement de leur sécurité sociale. Ce serait aussi un excellent moyen de réduire la dépendance énergétique de l'Europe, vulnérable aujourd'hui par rapport à ses fournisseurs de pétrole et de gaz.

Les conséquences seraient diverses pour les citoyens, même si la taxation globale n'est pas accrue. Certains paieraient en tout cas plus de taxes: ceux qui vivent principalement de leurs rentes et très peu des revenus du travail et dont la consommation d'énergie est élevée. Certains en paieraient moins: ceux dont les revenus du travail sont prépondérants et la consommation d'énergie raisonnable. Les plus faibles revenus et allocataires sociaux pourraient être plus taxés; pour eux, il serait indispensable de prévoir des mesures spécifiques, de type chèque-carburant par exemple, dont le coût absorberait une faible partie des revenus de la taxe.

Vers une levée de boucliers des milieux pétroliers?

Toutefois, il faut craindre que, si la mesure n'est pas suffisamment bien conçue et expliquée, de nombreux intérêts se sentiront menacés. Et pourtant le risque est grand que, si l'Europe — principale consommatrice et surtout importatrice d'énergie fossile — ne réduit pas sa consommation, le pétrole et le gaz ne se trouvent rapidement à des niveaux de prix bien plus élevés qu'aujourd'hui. Ce qui aurait pour conséquence une augmentation des prix pour les consommateurs, sans que cette augmentation ne soit profitable ni à nos économies ni au financement de notre sécurité sociale, mais au seul bonheur des pays exportateurs. ©

Retrouvez
les chroniques
de Philippe Ledent
sur notre site

trends.be

✳ **Idéalement, une telle taxation des carburants devrait se faire au niveau européen pour éviter les arbitrages frontaliers.**